

Décret n° 98-720 du 20 août 1998 portant application de la loi n° 98-170 du 16 mars 1998 relative à la nationalité et relatif aux déclarations, demandes, décisions et mentions en matière de nationalité française

NOR : JUS/C/98/20487/D

Le Premier ministre,

Sur le rapport de la ministre de l'emploi et de la solidarité, du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre de l'intérieur et du ministre des affaires étrangères,

Vu le [code civil](#), et notamment le titre 1^{er} bis de son livre 1^{er} ;

Vu le [code du service national](#) ;

Vu la [loi n° 98-170 du 16 mars 1998](#) relative à la nationalité ;

Vu le [décret n° 53-914 du 26 septembre 1953](#) modifié portant simplifications de formalités administratives¹ ;

Vu le [décret n° 62-921 du 3 août 1962](#) modifié modifiant certaines règles relatives aux actes de l'état civil ;

Vu le [décret n° 74-449 du 15 mai 1974](#) modifié relatif au livret de famille ;

Vu le [décret n° 80-308 du 25 avril 1980](#) modifié portant application des [articles 98 à 98-4](#) et [99-1 du code civil](#) relatifs à l'état civil des personnes nées à l'étranger qui acquièrent ou recouvrent la nationalité française et des [articles 28 et 28-1](#) du code civil relatifs aux mentions intéressant la nationalité portées en marge des actes de naissance, modifié en dernier lieu par le [décret n° 95-190 du 23 février 1995](#) ;

Vu le [décret n° 93-1362 du 30 décembre 1993](#) relatif à la manifestation de volonté, aux déclarations de nationalité, aux décisions de naturalisation, de réintégration, de perte, de déchéance et de retrait de la nationalité française ;

Vu la saisine du conseil des ministres de la Polynésie française en date du 8 juin 1998 ;

Vu l'information du comité consultatif de la Nouvelle-Calédonie faite le 3 juin 1998 en application du troisième alinéa de l'article [68 de la loi n° 88-1028](#) du 9 novembre 1988 portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie ;

Le Conseil d'État (section de l'intérieur) entendu,

Décède :

[...]

Art. 24. - (Abrogé et remplacé par l'article 2 du [décret n°2000-1277 du 26 décembre 2000](#))

[...]

Art. 26. - Le deuxième alinéa de l'article 10 du décret du 3 août 1962 susvisé est complété par une phrase ainsi rédigée :

« Les mentions relatives à la nationalité française qui auront été portées en marge de l'acte de naissance ne seront reproduites sur l'extrait d'acte de naissance que dans les conditions prévues à l'[article 28-1](#) du code civil.² »

1 Abrogé et remplacé par [Décret n°2000-1277 du 26 décembre 2000](#) portant simplifications de formalités administratives

2 **Article 10** (Modifié par [Décret n°2006-1806 du 23 décembre 2006 - art. 9](#) en vigueur le 1^{er} janvier 2007)

Les dépositaires des registres seront tenus de délivrer à tout requérant des extraits des actes de naissance et de mariage.

Les extraits d'acte de naissance indiqueront, sans autres renseignements, l'année, le jour, l'heure et le lieu de naissance, le sexe, les prénoms et le nom de l'enfant tels qu'ils résulteront des énonciations de l'acte de naissance ou des mentions portées en marge de cet acte. En outre, ils reproduiront éventuellement les mentions de mariage, de divorce, de séparation de corps, de conclusion, modification ou dissolution de pacte civil de solidarité, de décès et de décisions judiciaires relatives à la capacité de l'intéressé. **Les mentions relatives à la nationalité française qui auront été portées en marge de l'acte de naissance ne seront reproduites sur l'extrait d'acte de naissance que dans les conditions prévues à l'[article 28-1](#) du code civil.**

Les extraits d'acte de mariage indiqueront, sans autres renseignements, l'année et le jour du mariage, ainsi que les noms et prénoms, dates et lieux de naissance des époux, tels qu'ils résulteront des énonciations de l'acte de mariage ou des mentions portées en marge de cet acte. En outre, ils reproduiront les énonciations et mentions relatives au régime matrimonial ainsi que mentions de divorce et de séparation de corps.

NOTA: [Décret 2006-1806 du 23 décembre 2006 - art. 11](#) : Spécificité d'application

[...]

Art. 29. - Il est inséré, après le deuxième alinéa de l'article 6 du décret du 25 avril 1980 susvisé, un alinéa ainsi rédigé :

« Au moment de la première délivrance de certificat de nationalité française, le greffier en chef qui l'établit adresse un avis de mention à l'officier de l'état civil détenteur de l'acte de naissance. ³»

3 Article 6 (Modifié par *Décret n°98-720 du 20 août 1998 - art. 29 JORF 21 août 1998*)

Les actes administratifs, les déclarations souscrites en vertu de [l'article 21-2 du code civil](#) et les décisions des juridictions administratives ayant trait à la nationalité sont notifiés par le ministre chargé des naturalisations aux officiers de l'état civil détenteurs de l'acte de naissance de l'intéressé. Les autres déclarations sont notifiées aux mêmes personnes par le juge d'instance lorsqu'elles sont souscrites en France, ou par le ministre de la justice lorsqu'elles sont souscrites à l'étranger.

Les décisions des juridictions judiciaires ayant trait à la nationalité sont notifiées aux mêmes personnes par le ministère public.

Au moment de la première délivrance de certificat de nationalité française, le greffier en chef qui l'établit adresse un avis de mention à l'officier de l'état civil détenteur de l'acte de naissance.

Les officiers de l'état civil apposent les mentions relatives à la nationalité dans les conditions prévues aux [articles 28 et 28-1 du code civil](#).